

de communication sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à décerner, à titre posthume, la croix de la Légion d'honneur aux deux cheminots victimes de l'accident du vendredi 16 avril 1948 sur l'express Lyon—Le Croisic, n° 5217.

### Interventions :

Son rapport au nom du 9<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 32). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 106 : *Attitude de l'inspection d'académie en Ardèche* [22 juillet 1947] (p. 3388, 3389); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat 1, PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chap. 601 : *Son amendement relatif à la confection et à la distribution d'imprimés* [27 décembre 1947] (p. 6358); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, RAVITAILLEMENT, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique agricole* [2 août 1948] (p. 5207); EDUCATION NATIONALE, Chap. 310 : *Frais de déplacement de l'inspection générale* [4 août 1948] (p. 5303, 5304). = Donne sa démission de Député [18 janvier 1949] (p. 34).

**MEUNIER (M. Jean)**, *Député de l'Indre-et-Loire.*

*Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et aux Transports*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947,

*Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); de

la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des moyens de communication [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la presse [24 février 1948] (p. 998), [18 janvier 1949] (p. 34), [16 mai 1950] (p. 3674), [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 13 décembre 1946, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 22 décembre 1940 » portant modification de dispositions financières intéressant les départements et les communes, n° 114. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945 dans les mêmes conditions que celui du 11 novembre 1918, n° 11320.

### Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et aux Transports* (Cabinet L. Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et aux Transports* [16 janvier 1947] (1).

### En qualité de Député :

Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux prix plafonds et à leur application dans tous les départements [14 mai 1948] (p. 2658). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi abrogeant l'ordonnance Billoux relative aux associations familiales : *Sur l'urgence* [16 juillet 1948] (p. 4666, 4667). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5935). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Bidault) [décret du 29 octobre 1949] (*J. O.* du 31 octobre 1949, p. 10846).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation des services de police

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

dans les départements d'outre-mer ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Valentino relatif aux droits de police des préfets dans les départements d'outre-mer* [4 novembre 1949] (p. 5987, 5988) ; Art. 3 : *Sa demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant des retraites des agents de police municipaux* (p. 5988) ; *Amendement de M. Véry tendant à ajouter un article prévoyant l'intégration du personnel avec effet rétroactif à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1948* (p. 5989) ; — du projet de loi portant statut du personnel des communes ; Art. 4 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer « de nature à compromettre son indépendance »* [10 novembre 1949] (p. 6038) ; *Sa demande de rétablissement du second alinéa* (p. 6039) ; Art. 11 : *Amendement de M. Viollette tendant à n'établir de dossier pour chaque agent que dans les communes où existe un service du personnel* (p. 6041) ; Art. 15 : *Sa demande de rétablissement du texte initial pour le deuxième alinéa* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6494) ; Art. 17 : *Sa demande de rétablissement du texte gouvernemental* (p. 6496) ; Art. 20 : *Sa demande de rétablissement du texte gouvernemental au premier alinéa* (p. 6526) ; Art. 21 : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article fixant les échelles de traitement* (p. 6259) ; *Sa demande de rétablissement du texte gouvernemental* (p. 6531) ; Art. 21 bis : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer les deux derniers alinéas prévoyant des avantages accessoires à déterminer par le comité national paritaire* [2 décembre 1949] (p. 6588) ; Art. 23 : *Amendement de M. Allonneau tendant à fixer les échelles de traitement par analogie avec les emplois semblables de l'Etat* (p. 6591, 6592). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur les événements de Sidi-Ali-Bonnab* [29 novembre 1949] (p. 6432). — Répond à une question de M. Pierre Villon relative à la mise en résidence forcée dans l'Allier, de deux mineurs espagnols du Gard [2 décembre 1949] (p. 6580). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail ; Art. 20 : *Amendement de M. Devinat tendant à ne pas appliquer la loi en Algérie* [4 janvier 1950] (p. 147) ; — des conclusions d'un rapport portant codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Nouveau texte de la Commission pour l'article*

*relatif au siège des pouvoirs publics* [4 janvier 1950] (p. 134) ; Art. 9 : *Sa demande de reprise du texte voté par le Conseil de la République relatif à la procédure des commissions d'enquête* (p. 135, 136) ; Art. 18 : *Incompatibilité entre les fonctions de membre de l'Assemblée de l'Union française et de membre de l'Assemblée algérienne* (p. 138). — Répond à une question : de M. Ballanger relative à la présomption de tentative d'assassinat par un commissaire de police [20 janvier 1950] (p. 418) ; — de M. Ballanger relative à l'expulsion de 60 Nord-Africains de leur logement au Raincy [20 janvier 1950] (p. 418) ; — de M. Joseph Denais relative à l'abrogation de l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative [20 janvier 1950] (p. 419). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479).

**MEUNIER (M. Pierre)**, *Député de la Côte-d'Or.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie du Comité d'examen des comptes de la marine [10 février 1948] (**F. n° 206**).

#### Dépôts :

Le 20 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'établissement des Forges de la Chaussade à Guérigny, **n° 2678**. — Le 27 février 1948, une proposition de loi tendant à augmenter la limite des ressources, pour l'attribution de l'allocation aux économiquement faibles, **n° 3603**. — Le 25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet